



ET SI ON ARRÊTAIT DE BANQUER ?

Pour l'annulation de la dette illégitime et la socialisation des banques

Par **Éric Toussaint**

Comme l'a écrit The Economist fin 2006 : « Ayant connu une croissance annuelle de 3,2% par tête depuis 2000, l'économie mondiale est en passe de traverser sa meilleure

décennie de tous les temps. Si elle continue à ce rythme, elle fera mieux que dans les années 1960 et 1970, réputées idylliques. Le capitalisme de marché, le moteur qui fait tourner le gros de l'économie mondiale, semble

bien remplir sa fonction. »¹ Alan Greenspan

Les crises font partie du métabolisme du capitalisme

Une crise dans le système capitaliste sert d'une certaine manière à remettre les pendules à l'heure : les bulles spéculatives éclatent et le prix des actifs² se rapproche de leur valeur

1 Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale des États-Unis de 1987 à 2006, grand partisan de l'absence de contrôle au nom de l'autorégulation des forces du marché. The Economist, un des principaux hebdomadaires financiers, il est édité à Londres depuis 1843. Lors de sa naissance, il a résolument pris parti pour le libre-échange. L'aveuglement de The Economist partagée par Alan Greenspan mérite d'être mise en exergue au début de la présente étude. Sur The Economist voir <http://www.monde-diplomatique.fr/20...>

Citation tirée d'Alan Greenspan, Le Temps des turbulences, 2007, Jean-Claude Lattès, paris, 2007, p. 28.

2 En général, le terme « actif » fait référence à un bien qui possède une valeur réalisable, ou qui peut générer des revenus. Dans le cas contraire, on parle de « passif », c'est-à-dire la partie du bilan composé des ressources dont dispose une entreprise (capitaux propres apportés par les associés, provisions pour risques et charges, dettes). Voir <http://www.banque-info.com/lexique-...> Dans le cas concret envisagé ici, les actifs sont principalement des biens et des titres qui sont l'objet d'une spéculation financière (dont les banques sont les principales responsables) : des matières premières et des produits agricoles, des titres de la dette des entreprises privées (corporate bonds) et des États (dettes

réelle ; les entreprises les moins rentables font faillite, il y a destruction de capital³. Les crises font en quelque sorte partie du métabolisme du capitalisme.

Mais l'intervention des pouvoirs publics qui suivent les demandes des patrons des entreprises a évité jusqu'ici « l'assainissement », la purge du système capitaliste. Les victimes du côté de la majorité sociale se comptent par dizaines de millions tandis que du côté des responsables de la crise, il n'y a pas de véritable remise en ordre, les faillites de grandes entreprises sont très limitées, les banques n'ont pas assaini leurs comptes et de nouvelles bulles spéculatives se sont formées ou sont en cours de formation.

La faible quantité de faillites bancaires est attribuable à l'aide apportée par la BCE et les gouvernements de l'UE. Les États membres ont considéré que les banques étaient trop grosses pour tomber en faillite. Dans l'UE, seules 7 petites ou moyennes banques ont été liquidées : 4 danoises, une finlando-luxembourgeoise, une irlandaise et une britannique⁴.

souveraines), des monnaies, des biens immobiliers...

3 Ce qui provoque la baisse de la composition organique du capital, pour reprendre la terminologie marxiste.

4 Les banques liquidées sont Fiona Bank (DK), Roskilde Bank (DK), EIK (DK), Amagerbanken (DK), Kaupthing Bank (FI, LU), Anglo Irish (Irlande), Bradford &

Si un tournant radical favorable à la justice sociale n'est pas pris, la crise va se prolonger pendant de nombreuses années pour plusieurs raisons : le maintien d'une politique gouvernementale qui favorise les intérêts des grandes entreprises privées et qui s'attaque aux droits économiques et sociaux des populations⁵ ; une demande publique et privée insuffisante ; des bulles spéculatives persistantes ; le maintien en vie d'entreprises non rentables, voire insolvables.

Voilà pourquoi il est important de mieux comprendre le rôle des banques en ouvrant leurs livres de comptes et en auditant les budgets des pouvoirs publics qui leur viennent en aide, en mettant en lumière leurs activités, en identifiant les raisons qui les font agir. De ce travail d'analyse, il ressort que la partie de la dette publique qui est le résultat direct ou indirect de la crise bancaire et du sauvetage des banques privées est frappée d'illégitimité⁶. Cette dette n'a pas servi l'intérêt général, elle permet aux banques d'avoir le beurre et l'argent du beurre tout en continuant leur

Bingley (RU).

5 Un aspect important de cette politique a été développé dans la partie 3 de cette série, [« La plus grande offensive contre les droits sociaux menée depuis la seconde guerre mondiale à l'échelle européenne »](#) publiée le 23 décembre 2012.

6 Bien sûr, il y a d'autres dettes illégitimes qu'il faut également identifier et refuser de payer.

politique néfaste. Cette dette publique constitue le prétexte invoqué par les gouvernants pour porter atteinte aux droits économiques, sociaux et politiques des populations.

Une autre conclusion s'impose : les banques doivent être considérées comme des services publics du fait, précisément, de leur importance et de l'effet dévastateur que leur mauvaise gestion peut avoir sur l'économie. Le métier de la banque (au sens de constituer un instrument pour permettre l'épargne et pour octroyer du crédit) est trop sérieux pour être confié à des banquiers privés qui par définition cherchent à maximiser le profit de la poignée de grands propriétaires privés (le 1%, comme le mouvement Occupy Wall Street les a appelés). Vu qu'elle utilise de l'argent public, bénéficie de garanties de la part de l'État et doit rendre un service de base fondamental à la société, la banque doit devenir un service public.

Cela conduit à deux propositions radicales : d'une part, obtenir l'annulation / répudiation de la dette publique illégitime et lancer une politique d'emprunt public favorisant la justice sociale, l'amélioration des conditions de vie, le rétablissement des grands équilibres écologiques ; d'autre part, socialiser le secteur bancaire sous contrôle citoyen, car il doit être soumis aux règles d'un service public⁷

7 Le secteur bancaire devrait être entièrement public à l'exception d'un secteur

et les revenus que son activité génère doivent être utilisés pour le bien commun. D'autres mesures, comme l'arrêt des politiques d'austérité, sont évidemment tout à fait nécessaires⁸.

coopératif de petite taille avec lequel il pourrait cohabiter et collaborer.

8 Damien Millet, Eric Toussaint, « [Europe : Quel programme d'urgence face à la crise ?](#) », [10 juin 2012](#).